

Berne, le 17 novembre 1977

Monsieur le Conseiller fédéral E. Brugger

Visite du Ministre turc du Commerce
Berne, 23 novembre 1977

En vue du dîner que vous offrirez le 23 novembre à 20.00 h. à la maison de Watteville au Ministre turc du Commerce, M. A.O. Güner, je vous remets sous ce pli un exposé sur la situation économique de la Turquie et nos relations bilatérales avec ce pays (1). Vous trouverez également en annexe le texte d'une allocution que vous pourriez adresser à votre hôte (2) ainsi que la liste des participants à ce repas (3).

Comme vous le savez, M. Güner est de passage en Suisse à l'occasion de l'Exposition turque de textiles qu'il inaugurerà le 25 novembre dans les locaux de la Foire d'Echantillons à Bâle. Pour votre information, je vous signale que l'Ambassade de Turquie à Berne organise par ailleurs le 24 au soir un "cocktail de travail" auquel sont conviés des représentants des secteurs de l'économie suisse intéressés au marché turc.

DIVISION DU COMMERCE

Annexes (1, 2, 3) mentionnées

P.S. M. Güner s'exprime en français



Copie avec annexes (1 et 3), pour information interne à :

- Ambassade de Suisse, Ankara
- M. Ambassadeur Gottret, Chef du Protocole DPF
- M. Maillard, Direction politique I DPF
- M. Directeur Jolles
- M. Ambassadeur Moser
- M. Vice-Directeur Hofer
- MM. Lo, Ae, Mr.



I n f o r m a t i o n s u r l a T u r q u i e

(En relation avec la visite à Berne, le 23.11.1977,
du Ministre turc du Commerce)

1. Généralités

780'000 km² (3 % en Europe, 97 % en Asie mineure); frontières avec la Grèce, la Bulgarie, l'URSS, l'Iran, l'Iraq et la Syrie; côtes méditerranéennes au sud et à l'ouest, sur la Mer noire au nord.

Env. 41 mio d'habitants; villes principales : Istanbul (2,5 mio), Ankara (capitale, 1,7 mio), Izmir; croissance démographique annuelle 2,6 %; population urbaine 35 %; active 40 %; analphabète 45 % en 1970.

2. Régime politique

Démocratie parlementaire. Président F.S. Korutürk; Premier-Ministre S. Demirel.

Situation politique interne précaire; nouveau gouvernement de coalition formé en août 1977, faible (forte opposition du parti de B. Ecevit, gagnant des élections parlementaires de juin dernier, mais dont le cabinet minoritaire proposé a été refusé par le Parlement).

3. Activité internationale

La Turquie est membre des organisations internationales importantes : ONU, GATT, FMI, BIRD, OCDE, etc. Processus d'association avec la CEE en vue de l'établissement progressif d'une union douanière jusqu'en 1995.

4. Evolution de l'économie turque

- En 1976

Production. Progression du PNB de plus de 7 %, comme en 1975. Tous les secteurs de l'économie ont participé à ce développement. La production agricole a aussi augmenté (conditions atmosphériques favorables, céréales, fruits).

Inflation. Près de 20 % (forte augmentation des revenus, importants déficits du secteur public, etc.).

Chômage. Particulièrement élevé dans les secteurs non-agricoles, avec un taux de plus de 15 %.

Balance commerciale. Importations (pétrole; biens d'équipement, etc.): 5,1 mia \$; exportations (reprise du coton, du tabac et des fruits due à la hausse des cours mondiaux; textiles et habillement): 2 mia \$. Déficit commercial: 3,1 mia \$ (3,3 en 1975).

Invisibles. Les transactions invisibles ont été décevantes: a) transferts des fonds des travailleurs émigrés: moins de 1 mia \$ (1,3 en 1975; conséquence d'une réduction du nombre de ces émigrés due à la

récession et d'une tendance à conserver à l'étranger leurs économies en monnaies fortes); b) tourisme: solde négatif de 2 mio \$ (+ 46 en 1975); c) versements accrus d'intérêts de la dette (217 mio \$). Les recettes nettes des services et transferts sont ainsi tombées à 900 mio \$ (1,4 mia en 1975).

Mouvements de capitaux - financement du déficit. Déficit de la balance des transactions courantes: 2,3 mia \$ (1,9 en 1975). Pour financer ce déficit, que vient encore grever le remboursement de la dette (119 mio \$), la Turquie a recouru à: a) aide publique de projets du Consortium Turquie/OCDE (424 mio \$); b) entrées de capitaux privés (163 mio \$; faiblesse des investissements directs étrangers); c) réduction des réserves d'or et de devises (119 mio \$; solde à la fin de 1976: 1 mia \$); d) tirage de la tranche or et de facilités spéciales du FMI (149 mio \$); e) importations de capitaux à court terme, dont crédits de fournisseurs (1,7 mia \$).

Régime des investissements étrangers. Assez libéral sur le papier (loi no 6224, décret no 17), mais en fait plutôt nationaliste et restrictif.

Dette extérieure au 31.12. Dette publique à moyen et long terme: 5 mia \$. Dettes à court terme: 3 mia \$ selon certaines estimations.

- Premiers résultats pour 1977

Tassement de la croissance du PNB à 5,5 %.

Accélération de l'inflation à 25 % pendant les 9 premiers mois; probablement 35 % jusqu'à la fin de l'année.

Détérioration du déficit commercial de 50 % au cours des 9 premiers mois, avec des importations de 4,5 mia \$ et des exportations de 1,2 mia \$ (importation soutenue par une politique ambitieuse d'industrialisation; vente des stocks de produits agricoles empêchée par le bas niveau des cours mondiaux).

Légère augmentation des remises des travailleurs turcs à 764 mio \$ pour les 9 premiers mois (mesures d'encouragement du rapatriement des économies des émigrés; accroissement récent du nombre de ces travailleurs, en particulier en Libye).

Chute des réserves d'or et de devises qui sont tombées en-dessous de 300 mio \$ pour remonter à 625 mio le 31 octobre.

Etat toujours plus critique de la dette extérieure et situation financière caractérisée par un manque aigu de devises à la suite des déficits accumulés par la balance des transactions courantes ainsi que des difficultés croissantes à obtenir du crédit international. Cette pénurie de devises a entraîné des retards très importants dans l'attribution d'autorisations de transferts par la Banque Centrale (400 mio \$ de transferts en souffrance à la fin du premier semestre, 1,2 mia \$ selon des sources inofficielles).

- Récents mesures économiques, négociation d'un prêt avec le FMI

Récents mesures introduites en vue d'alléger notamment la situation de la balance des paiements: dévaluation de la livre turque de 10 % (nouvelle parité 1 US\$ = 19,25 TL), durcissement du régime d'im-

portation, encouragement de l'exportation, augmentation des prix des produits et prestations des entreprises économiques d'Etat traditionnellement déficitaires, restrictions des conditions de crédit interne et accroissement de diverses taxes.

Pourparlers ouverts en septembre avec le FMI concernant les modalités d'attribution d'un crédit de stand by. Ces négociations, actuellement en butte à des difficultés à cause de l'intransigence des autorités turques, sont déterminantes dans la mesure où un accord ouvrirait à la Turquie la porte d'autres sources de financement plus importantes.

5. Relations bilatérales entre la Suisse et la Turquie

Base légale. Accord de Commerce du 13.12.1930.

Echanges commerciaux (en mio francs)

	<u>1973</u>	<u>1974</u>	<u>1975</u>	<u>1976</u>	<u>1976</u> (9 mois)	<u>1977</u>
Exportation suisse	228,8	301,6	262,7	281,6	204,7	221,5
Importation suisse	105,6	105,9	96,3	134,6	108,6	70,2

Principales exportations suisses en 1976: machines, instruments et appareils (148,2 mio), chimico-pharmaceutiques (70,9), montres (29,1), textiles (11,7). Importations: coton brut (46,7), noisettes (30,7), tabac brut (16,5), tapis à points noués (6,5), légumes en conserves (3,5), figues (3,4), raisins (1,2).

Expansion possible des échanges dans les deux sens:

Perspectives d'affaires favorables pour l'industrie électro-mécanique et l'ingénierie suisses, dans le cadre de la réalisation du vaste programme d'électrification de la Turquie (accord de crédit, avec couverture GRE, de fr.s. 373'309'950.40 pour le financement de l'équipement hydraulique et électrique du barrage de Karakaya et accord financier de fr.s. 120'000'000.-- signés le 31.10.1977 à Ankara; intérêt variable et remboursement en 10 ans pour le premier prêt, intérêt de 7,5 % et remboursement en 5 ans pour le second).

Possibilité d'accroître encore de manière substantielle les importations de Turquie par une prospection plus poussée de la part des exportateurs turcs. Accès au marché suisse facilité par les préférences tarifaires généralisées au niveau zéro pour pratiquement tous les articles industriels, par les droits de douane pour ainsi dire nuls pour les produits agricoles intéressant spécialement la Turquie et par le taux de change élevé du franc suisse. La Turquie pourrait également livrer des céréales si les conditions de vente étaient mieux adaptées aux capacités limitées d'achats de la Suisse (diverses démarches entreprises à cette fin auprès des autorités turques compétentes, malheureusement sans succès à ce jour). Il n'y a en revanche pas de possibilités d'accroître l'importation de vin turc en fûts au-delà des facilités contingentaires annuelles allouées traditionnellement à la Turquie (contingent autonome ordinaire 5'000 hl, participation à un contingent global méditerranéen de 12'000 hl; refus, en juin 1977, d'une requête turque visant l'augmentation du contingent bilatéral à 20'000 hl); l'importation de vin en bouteilles n'est pas limitée.

- 4 -

Garantie contre les risques d'exportation. Position actuellement très restrictive de la Commission eu égard au risque financier accru que représente la Turquie. En principe, la garantie n'est pas accordée pour de nouvelles affaires, à part celles au comptant. Etat actuel (en mio de fr.s.): montant facturé 672, engagement 529, GA 926.

Investissements suisses en Turquie. Présence de divers secteurs de l'économie suisse, notamment ceux de la chimie, de l'assurance, des produits alimentaires et de la construction. L'application très limitative et nettement xénophobe du régime turc décourage de nouveaux investissements (Migros a même été amenée à se retirer du marché turc); un aide-mémoire établi d'entente avec l'industrie suisse et suggérant certaines mesures pour améliorer le climat d'investissements a été remis en janvier dernier au MAE turc à l'occasion de sa visite à M. C.F. Graber.

Arriérés de transferts. L'impasse financière de la Turquie touche également des créanciers suisses. Divers cas d'arriérés de transferts font actuellement l'objet d'une action de soutien de la part de l'Ambassade de Suisse à Ankara auprès de la Banque Centrale.

Envoi d'une mission économique suisse en Turquie. Cette proposition, formulée du côté turc lors de la visite du MAE au début de l'année et acceptée par la Division du Commerce, a entre-temps été mise en veilleuse en attendant une amélioration des circonstances économiques et financières en Turquie. L'OSEC se chargera de l'organisation de cette visite qui devrait permettre de voir sur place les possibilités d'affaires et d'investissements.

Colonie suisse en Turquie et ressortissants turcs en Suisse. Env. 400 citoyens suisses et double-nationaux en Turquie à fin 1974; quelque 26'250 ressortissants turcs en Suisse à fin août 1977.

Mr/de